

Lavigne, M. et Andreff, W. (Ed.), *La réalité socialiste : crise, adaptation, progrès*. Paris, Economica, 228 p.

André Joyal

Volume 17, numéro 2, 1986

Les Amériques latines dans le système mondial 1954-1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702022ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702022ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (1986). Compte rendu de [Lavigne, M. et Andreff, W. (Ed.), *La réalité socialiste : crise, adaptation, progrès*. Paris, Economica, 228 p.] *Études internationales*, 17(2), 463–465. <https://doi.org/10.7202/702022ar>

meilleure manière de traiter avec le Kremlin, débat que Roosevelt, pour des raisons idéologiques, tranche en faveur de l'ex-ambassadeur J. Davies et de H. Hopkins, non des diplomates et des militaires qui ont des vues plus réalistes. Ainsi, en raison de la personnalité et des convictions du Président, il n'est pas assuré que la conférence de Yalta (contrairement à ce qu'écrit l'auteur) ait fait l'objet d'une préparation adéquate, d'autant que le secrétaire d'État Stettinius est sans autorité réelle, que Hopkins n'est pas un expert en matière de relations internationales, que Alger Hiss ne sera jamais totalement blanchi des accusations d'espionnage qui ultérieurement pèseront sur lui, que jusqu'à la fin de janvier le président est retenu principalement par les problèmes de politique intérieure, que les documents préparatoires, comme le confesse J. Byrnes, le futur secrétaire d'État, n'ont été remis que très tardivement aux membres de la délégation.

Enfin, malgré l'optique très étroite des « Que sais-je ? », on aurait sans doute souhaité que l'auteur accorde plus de place aux explications divergentes qui ont été données aux États-Unis sur la conférence de Crimée. Dans ses conclusions, il ne mentionne qu'une seule interprétation, celle du « partage du monde » qu'il réfute très vivement : « La division de l'Europe, écrit-il, ne découle pas de la conférence de Yalta, mais de la rupture des accords élaborés au cours de cette réunion. » Mais, immédiatement après, l'auteur reconnaît qu'on « pourrait certes reprocher aux Occidentaux, à Roosevelt en particulier, des fautes diplomatiques, des légèretés (...) Churchill également ne fut pas à la hauteur des circonstances ». C'est en fait l'impression que le lecteur tire de l'ouvrage car Sénarclens multiplie les preuves des erreurs commises par les Anglais et les Américains. N'a-t-il pas intitulé un de ses paragraphes « le gouvernement (polonais) de Londres abandonné » ? Au bout du compte, « le partage du monde » à Yalta est sans doute un mythe, ne serait-ce que parce que seule l'Europe a été divisée dans le sillage de la conférence de Crimée. Mais la démonstration du lien, ou de l'absence de lien, entre cette division et « les fautes diplomatiques, les

légèretés », les erreurs des Occidentaux reste à faire.

Denise ARTAUD

CNRS, Paris

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

LAVIGNE, M. et ANDREFF, W. (Ed.), *La réalité socialiste : crise, adaptation, progrès*. Paris, Economica, 228 p.

Les difficultés des économies socialistes de quitter la croissance extensive à la faveur d'un régime de croissance intensive servent de pivot à la dernière publication du *groupe de recherche sur la théorie de l'économie socialiste* que dirige le professeur Marie Lavigne de l'Université de Paris I. Pour la circonstance, les théoriciens se sont couverts de leur chapeau de praticiens. En effet, l'essentiel de l'ouvrage reflète davantage l'observation des faits, dans ce que l'on désigne comme étant des *économies planifiées du centre*, que le résultat de réflexions sur la problématique de l'économie socialiste prise d'une façon générale. Comme on le souligne dans la présentation de l'ouvrage c'est une sorte de bilan des quinze dernières années que l'on tente de faire en départageant parmi les « empêcheurs de tourner en rond » les facteurs exogènes et les facteurs endogènes. Dans la première partie on consacre une attention particulière aux divergences entre ceux qui voient dans la *crise* des pays socialistes un cumul de circonstances particulières et ceux qui n'hésitent pas à soutenir que l'évolution des indicateurs économiques ne révèle rien d'autre que l'échec d'un système socio-économique.

L'ensemble débute avec une contribution de Wladimir Andreff et Giovanni Graziani qui fournissent un éclaircissement sur la notion de contrainte extérieure en analysant ses différentes formes et son évolution dans le temps tout en présentant les politiques d'adaptation que cette contrainte a suscité dans les différents pays concernés. Comme on l'imagine des pays aussi différents que l'URSS et la Hongrie présentent à la fois des stratégies et des résul-

tats offrant davantage de divergences que de similitudes. Le second chapitre dû à Michel Drach est intitulé « Les trois crises ». En relisant très attentivement le début de l'article, on croit comprendre que les trois crises en question se rapportent en premier lieu à des fluctuations de taux croissance et ensuite à des tendances longues. Quant à la troisième, il s'agirait d'une grande crise qui serait moins celle d'un mode de régulation économique que celle du dispositif politique qui lui sert d'appui... Pour expliquer l'incapacité des économies de type socialiste de sortir d'un régime de croissance extensif l'auteur est plus limpide en évoquant quatre raisons dont l'une concerne la faible importance accordée aux biens de consommation (c'est bien connu qu'il est plus facile pour le Bureau central de la planification de diriger la production d'acier que son utilisation par la suite). La faible productivité du travail constitue une autre raison retenue par l'auteur, ce qui nous fait penser à l'anecdote signalée par un observateur occidental visitant une usine en Roumanie qui, après s'être informé de la cause de cet état de fait, s'est vu répondre par un travailleur: « Ils font semblant de nous payer... nous faisons semblant de travailler! » Cette boutade s'associe très bien avec la caricature qui illustre la couverture de l'ouvrage, tirée d'une revue tchécoslovaque, qui représente deux cadres en train d'observer deux robots jouant aux cartes avec pour légende: « Les robots? on les occupe à ce qui prend le plus de temps de travail... »

La seconde partie de l'ouvrage est celle qui fait le plus appel aux données empiriques grâce à l'usage d'une batterie de différents indicateurs économiques. Ici, l'une des plus intéressantes contributions est due à Gérard Duchêne qui après s'être longuement intéressé à l'économie parallèle a relevé le défi de s'attaquer à la très délicate et combien controversée question des dépenses militaires en URSS. On se rappelle, il y a quelques années, la CIA avait du jour au lendemain doublé la part des dépenses militaires dans le PNB de l'URSS en accordant aux militaires soviétiques le même salaire que leurs homologues américains... S'il faut une patience de bénédictin pour s'attarder aux différents tableaux que fait

ressortir l'auteur, on imagine ce qu'exige leur confection. Sûrement que les spécialistes trouveront ici une manne d'information dont la qualité saura les tenir occupés. Cette partie se termine par un article de Dominique Redor intitulé « Régulation de la part salariale et crise en système socialiste ». Il est intéressant de constater que les données statistiques révèlent une quasi-stagnation dans l'évolution de la main-d'oeuvre employée. Comme il est fait remarqué, on ne doit pas y voir, à l'instar des pays capitalistes, un effet de la crise mais plutôt *sa cause*. L'utilisation extensive de la main-d'oeuvre (résultant de la phobie des dirigeants d'entreprise d'en manquer) et la diminution de la croissance démographique expliquent cette situation en particulier pour ce qui regarde la Hongrie et la RDA. L'auteur termine en soulevant une série de questions: comment maintenir une certaine croissance économique alors que l'augmentation du taux d'accumulation de la main-d'oeuvre employée n'est plus guère possible? Peut-on conserver la centralisation de l'économie en matière d'investissement et de régulation salariale, alors que cette centralisation est à l'origine de la crise actuelle? Comment passer à un type de croissance plus économe en capital, en travail et en matières premières? Ces interrogations servent de transition à la troisième partie de l'ouvrage où à l'aide des exemples hongrois, yougoslaves et polonais le lecteur s'attend à obtenir des éléments de réponse.

Véritable centre d'attraction des observateurs occidentaux la Hongrie offre à Xavier Ritchen l'occasion de faire le point sur le « socialisme de la goulache ». Si les queues devant les magasins sont absentes et les produits qu'on y trouve variés et de bonne qualité et si la circulation automobile à Budapest est plus dense que dans d'autres capitales des pays de l'Est, il n'en demeure pas moins, comme le signale l'auteur, que le niveau de vie de la population ne s'accroît plus et ce pour la première fois depuis 1956. La célèbre expression « crise des ciseaux » se voit utilisée pour signaler le décalage entre le niveau des revenus distribués à certaines catégories sociales et le niveau prohibitif des prix de certains biens et services. Cette situation apporte de l'eau au moulin des adversaires de la

décentralisation mise en branle en 1968. Le « nouveau mécanisme économique » a subi beaucoup d'altérations depuis sa mise en application mais il est toujours en place et s'est vu renforcer par le nouveau système de prix mis en vigueur au début des années 80. L'expérience hongroise en offrant aux entrepreneurs privés la possibilité de créer des petites entreprises continuera d'exercer un attrait particulier et les expressions pour la décrire ne manqueront pas. C'est ainsi que l'auteur parle d'un « socialisme d'entreprise » sous la haute surveillance du centre... Qu'il est difficile de décentraliser !

Oui, il y a la Yougoslavie mais, on le sait c'est un cas à part. Il y a déjà plusieurs années que l'on se demande si l'on doit toujours considérer ce pays parmi les économies socialistes. Pour nous éclairer sur l'évolution du système et sur la situation économique on nous offre un article d'Hugues Sachter qu'il faut lire très très attentivement pour tirer ici et là des éléments de réponses à nos interrogations. Les longs et touffus paragraphes rédigés dans un style abstrait laissent le lecteur sur son appétit. Il en va autrement avec une dernière contribution, celle de Krystyna Szymkiewicz, qui, sur la crise polonaise, s'interroge sur la réalité et l'avenir. Le sujet a lui aussi fait l'objet, ces dernières années, pour les raisons que l'on connaît, l'objet d'une abondante littérature. Mis à part le fait que l'auteur ait cru nécessaire de décrire à deux occasions les grandes lignes du modèle stalinien qu'ont hérité les Polonais comme les autres démocraties populaires au lendemain de la guerre, les informations transmises éclairent beaucoup sur tout ce qui s'est passé ces dernières années au pays de Leich Walesa. Là aussi on parle de réformes économiques et comme on le fait habituellement on leur attribue une date comme pour les automobiles ou les grands crus. Alors pour la Pologne celle qui nous intéresse c'est celle de 1982. Fera-t-elle vérifier à son tour l'adage voulant que « plus ça change plus c'est pareil » ? L'auteur ne cache pas ses espoirs en associant la réforme à la règle des « trois A » pour : autonomie, autofinancement et autogestion. Mais les accrocs en ce qui regarde la politique des prix et les facteurs d'incitation auprès des entreprises

sont si nombreux que l'on ne peut échapper au scepticisme. Il est vrai qu'en matière d'économie socialiste les illusions sont chose du passé.

André JOYAL

*Département d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières*

LIPSON, Charles. *Standing Guard: Protecting Foreign Capital in the Nineteenth and Twentieth Centuries*. Berkeley (Cal.), University of California Press, 1985, 351 p.

Ce volume se distingue par l'abondance de ses recherches et par l'application imaginative des théories propres au domaine de l'économie politique internationale. Les thèmes qui sont au coeur de l'ouvrage de Lipson sont « la garantie des capitaux étrangers et le processus de réglementation internationale » (xvi). Après un aperçu du système international, l'auteur divise son analyse en deux parties. La première a trait aux déterminants internationaux de la garantie des investissements alors que la seconde traite du train de mesures d'un État particulier relativement à ses investissements étrangers.

La première partie traite de l'évolution des règlements sur les biens étrangers au cours des deux derniers siècles, et s'attache tout particulièrement aux investissements en Amérique latine. L'histoire de la protection des investissements débute avec l'avènement du principe de dédommagement total en cas de saisie de biens étrangers. Grâce à sa puissance navale écrasante, le Royaume-Uni imposa un régime fondé sur le dédommagement complet. Il faut noter toutefois que les interventions militaires de la Grande-Bretagne au dix-neuvième siècle ont généralement été déclenchées par des violations flagrantes du droit international. Les autorités britanniques étaient d'avis que le fait de libérer des propriétaires de titres en défaut inciterait « à des investissements encore plus imprudents à l'avenir. » (p. 45) Entre autres exemples d'auto-modération, Lipson cite le cas de l'instabi-